



PRISE DE PAROLE 1^{er} MAI 2025

De la Chine à la Russie en passant par la Hongrie ou Israël, sans parler des États-Unis ou de l'Italie, partout les extrêmes droites prospèrent, les régimes illibéraux se renforcent, les agitateurs de haine ciblent les femmes, les pauvres, les personnes en situation de handicap, la population LGBTQI, les étranger-es, premières victimes de leurs politiques. En cette journée internationaliste, la FSU entend donc rendre hommage aux Femmes et aux Hommes qui luttent partout dans le monde pour leurs droits, pour la démocratie, pour la liberté. Qu'ils soient à Baltimore contre Trump, à Istanbul contre Erdogan, à Buenos Aires contre Milei, à Rome contre la guerre, à Londres et Edimbourg pour les droits des transgenres, partout dans le monde pour dénoncer le génocide palestinien, toutes et tous luttent contre l'impérialisme, le libéralisme, la fascisation de la société.

Dans le nouveau monde qui tend à s'installer brutalement, la raison est remise en question par les spécialistes des a priori, des préjugés, et des « fake news », le dérèglement climatique est nié, et un capitalisme plus prédateur que jamais se développe. Même le droit ne fait plus loi. En France, les attaques contre l'indépendance de justice et la mise à l'index des juges par une partie de la classe politique, à la suite à la condamnation de Marine Le Pen et d'autres cadres du RN pour détournement d'argent public, en sont une inquiétante manifestation.

La banalisation de la parole raciste, les violences racistes explosent en France dans une indifférence glaçante d'une partie de la classe politique. Assassinat islamophobe près d'Alès, agressions racistes près de Tours, manifestation d'opposant-es à un meeting de Zemmour interdite près d'Angers, agression fasciste dans un bar à Albi... On pourrait faire un tour d'horizon d'une normalisation progressive de l'intolérable à l'œuvre où la parole publique se décomplexe s'inspirant des rhétoriques fascistes du passé.

Pour la FSU, ce 1^{er} mai est l'occasion rappeler que la résistance à la montée de l'intolérance, voire à la fascisation de la société, passe par l'éducation, par un meilleur accès à la culture et à la connaissance, par la défense des valeurs humanistes, par l'apprentissage du vivre ensemble, dans le cadre de l'école publique laïque notamment.

Mais cela passe aussi par la lutte contre le déclassement, par l'égalité des droits au travail, le combat contre toute sorte d'exploitation, de domination et de discrimination.

C'est donc une bataille culturelle, sociale et politique que nous avons à mener. Une bataille pour refaire du commun dans un monde qui se délite. Pour construire un avenir où les

valeurs de solidarité et de respect des droits humains prévaudront sur les tentations autoritaires.

Le 1^{er} Mai, journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs pour leurs droits, est toujours une date symbolique forte qui permet de remettre en avant nos luttes et nos mobilisations, interprofessionnelles, sectorielles, et de remettre sur le devant de la scène les préoccupations des citoyennes et des citoyens. Celles-ci sont tellement évidentes qu'on pourrait ne pas comprendre qu'il faille les énoncer et les rappeler en permanence : santé, éducation, logement, protection sociale, travail, le trait d'union de tout cela étant le désir de pouvoir de vivre dignement dans une société dont la vocation première devrait être de lutter contre toutes les inégalités et d'émanciper toutes les citoyennes et tous les citoyens.

Évidemment dire cela c'est dénoncer le discours opportunément belliciste qui parle « d'économie de guerre » dans une démarche de dramatisation décalée... mais cyniquement bien réfléchi : car « l'économie de guerre » décrétée par E.Macron, n'est que le prétexte pour une nouvelle dose d'austérité, toujours plus imbuvable, toujours plus indigeste pour la grande majorité des travailleur·euses, des retraité·es, des privé·es d'emploi, des étudiant·es.

À peine la réforme précarisant les chômeurs·ses est-elle entrée en vigueur que déjà, François Bayrou annonce une nouvelle attaque : pendant que le chômage grimpe, implacable, la seule réponse est celle de mesures vexatoires et précarisantes... ce qui est proposé, c'est une course d'obstacle, dans laquelle, à celles et ceux qui sont confronté·es à des difficultés, l'on fera un croche patte en plus tout en disant, "tu vois, si tu tombes, c'est quand même beaucoup de ta faute" : de l'assurance chômage à l'ASS, en passant par un RSA aux conditions toujours plus dures, toujours plus humiliantes, on est bien loin de l'accompagnement solidaire et de la justice sociale.

Dans une même logique de renoncement aux fondamentaux de la solidarité, le gouvernement mine la protection sociale. Le reste à charge explose, les consultations deviennent pour certain·es un luxe. Et que dire de ce qui est envisagé pour les retraités ? Au nom d'un déficit public qu'il contribue lui-même à creuser à coups d'exonérations fiscales, ce gouvernement ose s'attaquer à 11 millions de retraité·es. La FSU, avec le G9, refuse cette injustice. Elle s'oppose fermement à la suppression de l'abattement fiscal. Et elle continue, avec force et conviction, d'exiger l'abrogation de cette réforme des retraites que le peuple rejette.

Enfin, disons-le qui est fait à la Fonction publique est toujours révélateur. La journée de carence est maintenue, et comme si cela ne suffisait pas, les arrêts maladie ne sont plus indemnisés qu'à 90 %. Quelle reconnaissance pour celles et ceux qui servent l'intérêt général ! L'obsession de réduction de la dépense publique qui cible les fonctionnaires, nous en connaissons les effets : la hausse des inégalités.

Alors, même si Thatcher a eu beau rabâcher qu'il n'y avait pas d'alternative, il y a bien des alternatives... ! Et cela nous aussi nous pouvons le rabâcher.

Pour la FSU, il y a ainsi urgence à rompre avec ces choix budgétaires qui mettent à mal la cohésion sociale, le vivre-ensemble, la solidarité et la transition écologique. Et cette rupture n'a rien d'impossible, utopique. Car face aux discours sur la dette, il faut marteler d'autres chiffres et mettre en avant d'autres réalités : les 80 et 100 milliards d'€ par an d'évasion et

fraude fiscales, les 70 milliards d'exonérations de cotisations sociales pour les entreprises dont on sait qu'elles sont assez peu efficaces économiquement parlant, mais délétère socialement parlant ; retour de l'ISF, taxation des dividendes, remboursement des cadeaux fiscaux faits aux entreprises du CAC 40, les mesures simples sont nombreuses pour remettre un peu de justice sociale, qui ne passera que par une réelle politique de partage des richesses et de justice fiscale.

Le 1^{er} Mai, journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs pour leurs droits, est toujours une date symbolique forte qui permet de remettre en avant les revendications fondamentales et historiques, et de remettre sur le devant de la scène les exigences de progrès social.

Voilà qui est fait. Mais nous ne pouvons nous contenter de dire : il nous faut aussi faire. Dire le progrès, et faire que le progrès soit possible ! Pour conclure nous reprendrons les termes de l'appel intersyndical à se mobiliser ce premier mai : *“Les périls sont immenses, mais notre force l'est encore plus. Rien n'est écrit d'avance et c'est notre mobilisation qui fait la différence”*.